

## DÉCISION N°A2022-0015

### Décision du Président prise par délégation du Conseil d'Agglomération

Le Président ;

Vu l'article L5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu la délibération n°20170519B du 30 mai 2017 portant création d'un dispositif d'intervention en faveur du commerce et de l'artisanat tourisme et délégation de pouvoir au Président pour l'attribution ;

Vu la délibération N°D20190215 du 26 février 2019 approuvant les ajustements apportés au dispositif d'aide Pass commerce artisanat tourisme.

Vu la délibération N°DEL2020-12-380 du 15 décembre 2020 approuvant les ajustements apportés au dispositif d'aide Pass commerce artisanat et portant création au Pass Numérique ;

Vu la délibération N°DEL2021-06-100 du 1<sup>er</sup> juin 2021 annulant et remplaçant certains éléments de la délibération n°2020-12-380 ;

Vu la délibération N°DEL2021-11-215 du 23 novembre 2021 approuvant l'avenant de prolongation à la convention cadre en le Conseil Régional de Bretagne et Guingamp-Paimpol Agglomération, qui porte sur les politiques de développement économique (jusqu'au 30/06/2023).

Vu la délibération N°DEL2021-11-211 du 23 novembre 2021 approuvant les fiches actualisées des dispositifs PASS Commerce Artisanat et PASS Numérique.

Considérant la demande déposée par la **SNC PONT – Enseigne Le Café des Sports**, le 14 juin 2021, avec faculté de substituer ;

Considérant que ledit dossier de subvention présenté répond aux exigences du règlement d'aide exposé dans les délibérations susvisées (règlement UE n°1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de Minimis) ;

### DÉCIDE

**ARTICLE 1** – Une subvention d'investissement de **7 500,00 €** (sept mille cinq cents euros) est attribuée à la **SNC PONT – Enseigne Le Café des Sports** sis 31, rue de l'Armor à Bourbriac. Cette subvention est destinée à financer une partie des immobilisations corporelles figurant dans l'inventaire de reprise du fonds de commerce (matériel d'agencement du bar, meuble tabac, mobilier intérieur), dans le cadre du dispositif PASS Commerce et Artisanat.

**ARTICLE 2** - La subvention sera versée dans les conditions suivantes :

Le versement de l'aide à l'entreprise se fera au prorata des investissements effectivement réalisés, dans la limite du montant attribué et sur production des factures acquittées et certifiées par l'entreprise qui a réalisé la prestation ou tout document justifiant le bon règlement de ces dernières (relevé de compte bancaire, attestation signée par un cabinet comptable).

**ARTICLE 3** - L'entreprise devra apposer le logo Guingamp-Paimpol Agglomération sur les productions (dossiers de presse, tracts, affiches, vitrines...) liées aux actions définies à l'article 1<sup>er</sup> de la présente convention et à faire valoir la participation de l'Agglomération dans l'ensemble de ses actions de communication. Elle pourra être invitée à apposer un visuel mentionnant la participation des cofinanceurs. L'entreprise s'engage à répondre favorablement aux sollicitations de l'Agglomération concernant des événementiels visant à promouvoir l'action de celle-ci en matière d'aide au développement économique.

**ARTICLE 4** : Guingamp-Paimpol Agglomération pourra effectuer un contrôle de l'utilisation de la subvention sur pièces et sur place. Si les sommes n'ont pas été utilisées conformément à l'objet pour lequel elles avaient été versées, l'entreprise devra reverser tout ou partie de la subvention. Un titre de recettes sera alors émis par l'Agglomération.

**ARTICLE 5** : L'entreprise a l'obligation de maintenir son activité sur le territoire pour une durée de deux ans au minimum. Guingamp-Paimpol Agglomération pourra demander le reversement de la subvention si cet engagement n'est pas respecté.

**ARTICLE 6** : Le Directeur Général des Services et le comptable public sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision dont ampliation sera adressée à l'entreprise.

Fait à Guingamp, le 16 février 2022

Le Président,

  
Vincent LE MEAUX



La présente Décision du Président peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Rennes dans les deux mois à compter de sa notification.